RCS : BORDEAUX
Code greffe : 3302

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de BORDEAUX atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2017 B 00501
Numéro SIREN : 501 378 780
Nom ou dénomination : BATIMED

Ce dépôt a été enregistré le 26/01/2017 sous le numéro de dépôt 1928

Déclaration article 53 du décret n° 84-406 du 30 mai 1984

Je soussigné, Monsieur Eric DULONG, agissant en qualité de Gérant de la Société BATIMED, Société à Responsabilité Limitée, au capital de 10 000 euros, dont le siège social est sis : rue Jean Samazeuilh 33000 Bordeaux,

Déclare et atteste que les sièges sociaux antérieurs de la Société BATIMED ont été les suivants :

Adresse Siège : 16 Avenue de Saint Antoine - 13015 MARSEILLE
Greffe du Tribunal de commerce de MARSEILLE

~~Adresse Siège~~ : .....
Greffe du Tribunal de commerce de .....

Adresse Siège : 16 avenue Saint Antoine 13015 MARSEILLE
~~Greffe du Tribunal de commerce de Marseille~~

Le présent acte a été déposé au Greffe du Tribunal de commerce de Bordeaux

Le 26 JAN. 2017

sous le N° 1928

Fait en ~~deux~~ exemplaires
~~A BORDEAUX~~
Le 16/01/2017

Monsieur Eric DULONG

Greffe du Tribunal de Commerce de Bordeaux : dépôt N°1928 en date du 26/01/2017

BATIMED
Société à responsabilité au capital de 10 000 €
Siège social : 16 avenue Saint Antoine
13015 MARSEILLE
501 378 780 R.C.S MARSEILLE

Le présent acte a été déposé au Greffe du Tribunal de commerce de Bordeaux
Le 26 JAN. 2017
sous le N° 1928

DECISIONS UNANIMES DES ASSOCIES EN DATE DU 25 NOVEMBRE 2016

L'an deux mille seize
Le 25 novembre à l'issue de la signature de l'acte de cession de parts.

En présence de :

- La société GROUPE HAVARD représentée par Monsieur Eric DULONG,

- la société GEMCOM, représentée par Monsieur Eric DULONG
Seuls associées de la société BATIMED.

Ont pris à l'unanimité les décisions suivantes portant sur :

- Nomination d'un nouveau Gérant en remplacement du Gérant démissionnaire, détermination de ses pouvoirs fixation de sa rémunération.

- Transfert de siège social.

- Modification corrélative des statuts.

- Pouvoirs à conférer en vue des formalités.

Première décision

Les associés décident à l'unanimité de nommer à compter de ce jour, en remplacement de Monsieur Damien HAVARD, démissionnaire :

Monsieur Eric DULONG demeurant 13 bis rue de Tivoli 33000 BORDEAUX qui accepte, pour une durée illimitée.

Monsieur Eric DULONG est tenu de consacrer tout le temps nécessaire aux affaires sociales.

Monsieur Eric DULONG a, conformément à l'article 16 des statuts, les pouvoirs les plus étendus, pour représenter la Société dans ses rapports avec les tiers et notamment, pour contracter en son nom et l'engager pour tous les actes et opérations entrant dans l'objet social.

Sa rémunération sera fixée ultérieurement.

Il pourra prétendre, sur présentation des justificatifs, au remboursement des frais exposés dans le cadre de l'accomplissement de son mandat.

Greffe du Tribunal de Commerce de Bordeaux : dépôt N°1928 en date du 26/01/2017

Deuxième décision

Les associés décident à l'unanimité de transférer, à compter de ce jour, le siège de la Société : rue Jean Samazeuilh, ., 33000 Bordeaux

Troisième décision

En conséquence des décisions précédentes, les associés décident à l'unanimité de modifier les articles 4 et 12 des statuts de la Société qui sont désormais libellés ainsi qu'il suit :

Article 4 – Siège social

Le siège de la Société est fixé à : rue Jean Samazeuilh, 33000 Bordeaux

Le reste de l'article est inchangé.

Article 12 – nomination du gérant

La société est administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques, associés ou non, nommés par décision collective des associés.
La durée des fonctions du ou des gérants est fixée par décision collective qui les nomme.
Tous les gérants nommés pour une durée déterminée sont rééligibles.

Quatrième décision

Les associés à l'unanimité, confèrent tous pouvoirs au porteur de l'original, d'un extrait ou d'une copie des présentes à l'effet d'accomplir toutes formalités de publicité, de dépôt et autres qu'il appartiendra.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal, qui a été signé par tous les associés et par Monsieur Eric DULONG.

La société GROUPE HAVARD
Représentée par son gérant

La société GEMCOM
Représentée par son gérant

Monsieur Eric DULONG
(Bon pour acceptation du mandat de gérant)

Bon pour acceptation du mandat du gérant

BATIMED
Société à responsabilité
au capital de 10 000 €
Siège social : rue Jean Samazeuilh,
33000 BORDEAUX
501 378 780 R.C.S BORDEAUX

Le présent acte a été déposé au Greffe du Tribunal de commerce de Bordeaux

Le 26 JAN. 2017

sous le N° 1928

STATUTS

Modifiés le 25 novembre 2016
(art 4 et 12)

Certifié conforme,

Le Gérant

Greffe du Tribunal de Commerce de Bordeaux : dépôt N°1928 en date du 26/01/2017

Les soussignés :

Monsieur Damien HAVARD, né le 17 mars 1972 à Paris 12ème (France), demeurant 11 rue Ernest Royer 33110 LE BOUSCAT. Marié sous le régime de la séparation. De nationalité française.

SARL GROUPE HAVARD au capital de dix mille euros dont le siège social est sis 96 rue Jean Soula 33000 BORDEAUX et dont le numéro de SIRET est : 445 087 273 00014, représenté par son gérant, Monsieur Damien HAVARD, demeurant en cette qualité audit siège.

Ont décidé de constituer entre eux une société à responsabilité limitée et ont adopté les statuts établis ci-après :

ARTICLE 1 – FORME

Il est formé, entre les propriétaires des parts ci-après créées et celles qui pourraient l'être ultérieurement, une société à responsabilité limitée régie par les lois et règlements en vigueur, ainsi que par les présents statuts.

ARTICLE 2 – OBJET

La société a pour objet :

- L'organisation de foires et salons.
- La communication.

La publicité, l'organisation d'événements, la formation, le conseil, la conception et le développement d'outils, de marques, de logos, dans le domaine de la communication.
La participation de la Société, par tous moyens, directement ou indirectement, dans toutes les opérations pouvant se rattacher à son objet par voie de création, d'acquisition, de location, de prise en location-gérance de tous fonds de commerce ou établissements ; la prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés et brevets concernant ces activités.

Et, généralement, toutes opération industrielles, commerciales, financières, civiles, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe.

ARTICLE 3 – DENOMINATION

La dénomination de la société est : BATIMED.

Dans tous les actes et documents émanant de la société, la dénomination sociale doit être précédée ou suivie immédiatement des mots « société à responsabilité limitée » ou des initiales « S.A.R.L. » et de l'énonciation du montant du capital social.

ARTICLE 4 – SIEGE SOCIAL

Le siège social est sis : rue Jean Samazeuilh, l , 33000 Bordeaux

Il peut être transféré en tout autre endroit du même département ou d'un département limitrophe par une simple décision de la gérance sous réserve de ratification par la prochaine Assemblée

Générale Ordinaire, et partout ailleurs en France en vertu d'une délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire.

ARTICLE 5 – DUREE

La durée de la société est fixée à quatre-vingt dix neuf années à compter de la date de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

ARTICLE 6 – APPORTS

Le capital social est constitué par les apports suivants :

Il est apporté en numéraire :

- Par Monsieur Damien HAVARD, la somme de : 9 000 euros
- Par la SARL GROUPE HAVARD, la somme de : 1 000 euros.

Soit au total la somme de Dix mille euros (10 000 euros), déposée intégralement à un compte ouvert au nom de la société en formation à la banque FORTIS, 499 avenue de Verdun, BP 40095, 33704 MERIGNAC Cedex, France, ainsi qu'en atteste un certificat de ladite banque.

Les apports en numéraire constituent le montant total des apports soit 10 000 euros.

ARTICLE 7 – CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à dix mille euros (10 000 euros).

Il est divisé en 1 000 parts sociales de 10 euros chacune.

Toute modification du capital social sera décidée et réalisée dans les conditions et avec les conséquences prévues par les dispositions légales et réglementaires.

ARTICLE 8 – PARTS SOCIALES

Le capital social est fixé à la somme de dix mille euros; il est divisé en 1000 parts sociales de dix euros chacune,

attribuées aux associés en proportion de leurs apports, des cessions de parts et réparties de la manière suivante :

à la SARL GEMCOM, 300 parts sociales, numérotées de 491 à 790 inclus, soit 300 Parts,

à la SARL GROUPE HAVARD, 700 parts sociales, numérotées de 1 à 490 inclus et de 791 à 1000 inclus, soit 700 parts

ARTICLE 9 – COMPTES COURANTS

Outre leurs apports, les associés pourront verser ou laisser à disposition de la Société toutes sommes dont elle pourrait avoir besoin. Ces sommes sont inscrites au crédit d'un compte ouvert au nom de l'associé.

DH DH DH

Les comptes courants ne doivent jamais être débiteurs et la Société a la faculté d'en rembourser tout ou partie, après avis donné par écrit un mois à l'avance, sauf stipulation contraire.

ARTICLE 10 – CESSION ET TRANSMISSION DES PARTS SOCIALES

1 – Cession entre vifs

Toute cession de parts doit être constatée par un acte notarié ou sous seings privés.

Pour être opposable à la Société, elle doit lui être signifiée par exploit d'huissier ou être acceptée par elle dans un acte notarié. La signification peut être remplacée par le dépôt d'un original de l'acte de cession au siège social contre remise par le gérant d'une attestation de ce dépôt.

Pour être opposable aux tiers, elle doit en outre avoir été déposée au greffe, en annexe au Registre du commerce et des sociétés.

Les parts sont librement cessibles entre associés.

Elles ne peuvent être cédées, à titre onéreux ou gratuit, à des tiers non associés et quel que soit leur degré de parenté avec le cédant, qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois-quarts des parts sociales.

Ce consentement est donné dans les conditions et modalités prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

2 – Revendication par le conjoint de la qualité d'associé

La qualité d'associé est reconnue au conjoint commun en biens pour la moitié des parts souscrites ou acquises au moyen de fonds communs s'il notifie à la Société son intention d'être personnellement associé.

Si la notification a été effectuée lors de l'apport ou de l'acquisition, l'agrément donné par les associés vaut pour les deux époux. Si le conjoint exerce son droit de revendication postérieurement à la réalisation de la souscription ou de l'acquisition, il sera soumis à l'agrément de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales. L'époux associé sera alors exclu du vote et ses parts ne seront pas prises en compte pour le calcul de la majorité.

La décision des associés doit être notifiée au conjoint dans les deux mois de sa demande ; à défaut, l'agrément est réputé acquis. En cas de refus d'agrément régulièrement notifié, l'époux associé le reste pour la totalité des parts de la communauté. Les notifications susvisées sont faites par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

3 – Transmission par décès ou par suite de dissolution de communauté

La transmission des parts sociales par voie de succession ou de liquidation de communauté est soumise à l'agrément de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales, sauf pour les héritiers déjà associés, en cas de transmission pour cause de mort, et pour les conjoints déjà associés, en cas de liquidation de communauté.

ARTICLE 11 – GERANCE

DH DH DH

La Société est administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques, associés ou non, choisis par les associés représentant plus de la moitié des parts sociales, avec ou sans limitation de la durée de leur mandat.

Les gérants peuvent recevoir une rémunération, qui est fixée et peut être modifiée par une décision ordinaire des associés.
Tout gérant a, par ailleurs, droit au remboursement des ses frais de déplacement et de représentation engagés dans l'intérêt de la Société, sur présentation de toutes pièces justificatives.
Dans les rapports avec les tiers, les pouvoirs du ou des gérants sont les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société, sous réserve des pouvoirs que la loi attribue expressément aux associés.

La Société est engagée même par les actes du gérant que ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne suffisant pas à constituer cette preuve.

Dans les rapports entre associés, le gérant peur faire tous actes de gestion dans l'intérêt de la Société. Toutefois, à titre de règlement intérieur et sans que ces limitation soient opposables aux tiers, il est convenu que le gérant ne peut sans y avoir été autorisé au préalable par une décision ordinaire des associés, acheter, vendre ou échanger tous immeubles et fonds de commerce, contracter des emprunts pour le compte de la Société, autres que les découverts normaux en banque, constituer une hypothèque sur un immeuble social ou un nantissement sur le fonds de commerce.

Le ou les gérants sont révocables par décision des associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Ils peuvent démissionner de leurs fonctions, en prévenant les associés par lettre recommandée individuelle.

ARTICLE 12 – NOMINATION DU GERANT

La société est administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques, associés ou non, nommés par décision collective des associés.
La durée des fonctions du ou des gérants est fixée par décision collective qui les nomme.
Tous les gérants nommés pour une durée déterminée sont rééligibles.

ARTICLE 13 – DECISIONS COLLECTIVES

En cas de pluralité d'associés, les décisions collectives sont prises, au choix de la gérance, en assemblée ou par consultation écrite des associés. Elles peuvent aussi résulter du consentement de tous les associés exprimé dans un acte.

Toutefois, la réunion d'une assemblée est obligatoire dans les cas prévus par la loi.

Les Assemblées Générales sont convoquées et délibèrent dans les conditions et avec les effets fixés par les lois et règlement en vigueur.

En cas de consultation écrite, la gérance adresse à chaque associé, par lettre recommandée, le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés.

Les associés disposent d'un délai de quinze jours à compter de la date de réception du projet de résolutions pour transmettre leur vote à la gérance par lettre recommandée. Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai ci-dessus est considéré comme s'étant abstenu.

Chaque associé a le droit de participer aux décisions collectives et dispose d'un nombre de voix égal à celui des parts qu'il possède. Un associé peut se faire représenter par un autre associé.

Si une ou plusieurs parts sont grevées d'usufruit, le droit de vote appartient au nu-propriétaire, sauf pour les décisions concernant l'affectation des résultats, où il est réservé à l'usufruitier.

Toutefois, dans tous les cas, le nu-propriétaire a le droit de participer aux Assemblées Générales.

ARTICLE 14 – EXERCICE SOCIAL – COMPTES SOCIAUX

Chaque exercice social a une durée d'une année, qui commence le 1er janvier et finit le 31 décembre.

L'exercice 2008 commencera le 1er janvier 2008 et se terminera le 31 décembre 2008.

Les comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexes), l'inventaire, le rapport de gestion et les rapports spéciaux de la gérance ainsi que, le cas échéant, les rapports du Commissaire aux Comptes sont établis conformément aux lois et règlements en vigueur et sont soumis à l'approbation des associés dans les conditions prévues par ces lois et règlements.

ARTICLE 15 – AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES

L'Assemblée Générale peut décider la distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements ont été effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Après approbation des comptes et constatation de l'existence de sommes distribuables, l'Assemblée Générale détermine la part attribuée aux associés sous forme de dividendes. La part de chaque associé est proportionnelle à sa quotité dans le capital social.

L'Assemblée Générale peut également décider d'affecter les sommes distribuables aux réserves et au report à nouveau, en totalité ou partie.

Aucune distribution ne peut être faite lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ne permet pas de distribuer.

DH DH DH

ARTICLE 16 – CAPITAUX PROPRES INFERIEURS A LA MOITIE DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, la gérance doit, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître cette perte, consulter les associés afin de décider, s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, sous réserve des dispositions légales relatives au capital minimum dans les sociétés à responsabilité limitée et, dans le délai fixé par la loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si dans ce délai fixé par la loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si dans ce délai les capitaux propres ne sont pas redevenus au moins égaux à la moitié du capital social.

Dans tous les cas, la décision de l'Assemblée Générale doit être publiée dans les conditions légales et réglementaires.

En cas d'inobservation de ces prescriptions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société. Il en est de même si l'Assemblée n'a pu délibérer valablement.

Toutefois, le Tribunal ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

ARTICLE 17 – DISSOLUTION – LIQUIDATION

A l'expiration du terme statutaire de la durée de la Société et en cas de dissolution pour quelque cause que ce soit, la Société entre en liquidation.

La liquidation de la Société est régie par les dispositions législatives et règlementaires en vigueur au moment de son ouverture, mais il est également prévu ce qui suit :

La liquidation est faite par le ou les gérants alors en fonction à moins qu'une décision collective ne désigne un autre liquidateur.

Le ou les liquidateurs ont les pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif même à l'amiable et acquitter le passif. Il peut être autorisé par les associés à continuer les affaires en cours ou à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

Après remboursement du montant des parts sociales, le boni de liquidation est réparti entre les associés, au prorata du nombre de parts appartenant à chacun d'eux.

En cas de réunion de toutes les parts en une seule main, la dissolution pouvant, le cas échéant, en résulter entraîne la transmission universelle du patrimoine social à l'associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation. Ces dispositions ne sont pas applicables si l'associé unique est une personne physique.

Le tout sauf décision contraire de la collectivité des associés.

DH DH DH

ARTICLE 18 – TRANS FORMATION DE LA SOCIETE

La transformation de la Société en une société commerciale d'une autre forme ou en société civile peut être décidée par les associés statuant aux conditions de majorité et selon les modalités requises par la loi.

ARTICLE 19 – CONTESTATIONS

En cas de pluralité d'associés, toutes les contestations qui pourraient surgir pendant la durée de la Société ou lors de sa liquidation entre les associés ou entre la Société et les associés, relativement aux affaires sociales ou à l'exécution des présents statuts, seront soumises aux tribunaux compétents.

ARTICLE 20 – REPRISE DES ENGAGEMENTS ANTERIEURS A LA SIGNATURE DES STATUTS ET A L'IMMATRICULATION DE LA SOCIETE – PUBLICITE – POUVOIRS

La Société ne jouira de la personnalité morale qu'à compter du jour de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés.

Cependant, il a été accompli avant la signature des présents statuts, pour le compte de la Société en formation, les actes énoncés dans un état annexé aux présents statuts, indiquant pour chacun d'eux l'engagement qui en résulterait pour la Société.

Cet état a été déposé dans les délais légaux au lieu du futur siège social, à la disposition des futurs membres de la Société qui ont pu en prendre connaissance, ainsi que tous les soussignés le reconnaissent. Cet état demeurera annexé aux présentes.

L'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés emportera, de plein droit, reprise par elle lesdits engagements.

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'un original ou d'une copie des présentes pour effectuer les formalités de publicité relatives à la constitution de la Société et notamment :

- Pour signer et faire publier l'avis de constitution dans un journal d'annonces légales dans le département du siège social ;
- Pour faire procéder à toutes formalités en vue de l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés ;
- Et, généralement, pour accomplir les formalités prescrites par la loi.

Fait à Lormont, le 22/11/2014

En autant d'exemplaires que requis par la loi.

Damien HAVARD
Pour Groupe HAVARD
Le dirigeant

Damien HAVARD
Pour Gemcom
Le dirigeant

DH DH DH